



## Compte rendu CTL du 30/06/2022

Nous avons encore vécu de grands moments lors du CTL du 30/06/2022 !

Nous étions convoqués sur les sujets « les plus intéressants » du moment : la présentation de documents et bilans pour information (Bilan DUERP 2019-2021, bilan social 2021, Tableau de Bord de Veille Sociale 2021 (TBVS), résultat de l'observatoire interne 2022 des PO, bilan télétravail 2021 et réforme des instances médicales) et le nouvel organigramme de la Direction pour avis.

Pour la première fois, nous étions appelés à voter sur un **changement d'organigramme** ! D'après les explications de notre directrice, cette nouvelle organisation a été mise en place pour positionner les 4 AFIPA de la Direction, mais un poste d'AFIPA n'est toujours pas pourvu... Par contre, nous n'avons obtenu aucun renseignement concernant le nombre d'agents ou le nom de ceux qui seraient positionnés dans les différents pôles ! Voter pour un organigramme vide, ce n'était pas possible, les organisations syndicales ont donc voté unanimement contre.

Nous avons ensuite refusé de perdre notre temps à commenter des bilans qui font ressortir une forme de résignation et de mal être des agents comme l'a souligné Solidaires Finances Publiques et nous avons demandé à nous consacrer aux sujets les plus importants du moment comme le mouvement local.

Et là, surprise ! Madame Guillouet nous annonce qu'elle songe (la décision est certainement déjà prise !) à **embaucher des contractuels en CDD de 1 an en B et C pour des postes à Saillagouse, Prades et pour la téléphonie**. Solidaires finances publiques a souligné que la DGFIP ferait mieux de pourvoir tous les postes budgétisés et donc de recruter un peu plus lors des concours. Notre Directrice nous a donné une explication à tout le moins foireuse en pointant le manque d'attractivité de la DGFIP. Comme l'a souligné Solidaires Finances Publiques, il y a toujours beaucoup plus de candidats que d'admis et les candidats recalés ne sont pas tous des « incapables » comme a tenté de nous le faire croire la Direction. Solidaires Finances Publiques insiste pour que tous les postes budgétisés soient pourvus : dans les Pyrénées-Orientales, il manque 6 emplois B et 2 emplois C qui sont pourtant budgétisés !

Mme Guillouet nous a aussi confirmé qu'elle avait **gelé des postes** lors de ce mouvement local : les agents qui auraient pu les obtenir seront ravis de le savoir !

Quant aux postes de géomètres vacants, la Direction nous indique que c'est un arbitrage national. La CGT, quant à elle, ne semble pas avoir une opinion unique sur ce point (certains élus ayant proposé de transformer les emplois de B géomètres vacants en emplois administratifs au CDIF...). Les agents concernés apprécieront !!

**Quel est donc l'avenir de la fonction publique et de notre administration en particulier avec ces orientations ?**

Et ce n'est pas le **remue-ménages** qui, comme nous l'avons souligné, a pour seul but de laisser croire aux agents que chacun peut apporter sa pierre à l'édifice, qui fera avancer les choses dans le bon sens. D'ailleurs les agents ne sont pas dupes, même s'ils participent massivement aux réunions comme le dit notre Directrice. La direction, à priori, croit naïvement que ce remue-ménages va permettre de construire une administration en phase avec les souhaits des agents et notre mission de service public.

Solidaires Finances Publiques a ensuite demandé où en était **le fonds d'amélioration pour les conditions de vie au travail** (enveloppe de 63 522 € pour notre département). Heureusement que nous avons posé la question : nous apprenions dès lors que les fonds étaient arrivés à la Direction. Mais, comme à son habitude, La Direction a fait les choses sans en informer personne et contrairement à la décision prise lors du CTL, a commandé le mobilier pour les espaces extérieurs à l'UGAP et non à Leroy Merlin, comme autorisé par la DG (des prix plus intéressants pour du matériel de grande qualité avaient été trouvés suite aux groupes de travail). Des remises spéciales non connues de la Direction à ce moment-là ont été découvertes. Nous attendons de voir si la qualité et le prix sont bien au rendez-vous comme indiqué par la Direction !

L'argent qui reste sera divisé entre les agents et chacun pourra commander ce qu'il veut avec son enveloppe à l'automne.

La présentation du budget et les CAPL de notation auront lieu, elles aussi à l'automne, la Direction n'étant pas prête pour l'instant.

Un point a été aussi fait sur le SPF. Nous nous sommes inquiétés du **retard des publications** mais la Direction a l'air moins inquiète ! Madame Guillouet nous informe d'abord de la bascule du fichier à l'ANF à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 (et en plein exercice au 1<sup>er</sup> janvier 2023), ce qui permettra aux notaires d'avoir accès directement aux informations sans avoir besoin de faire des réquisitions. Puis elle nous a indiqué qu'il y avait actuellement 4 brigadiers (1 sur place et 3 à distance) pour aider à résorber le retard. Si elle pense que ce nombre de renforts suffira... De plus, contrairement à certains autres services, tous les départs à la retraite connus ont été pris en compte lors du mouvement local ce qui a permis au SPF d'avoir tous ses postes pourvus.

Quant à **la taxe d'urbanisme**, la Direction n'a, comme d'habitude aucune information sur la venue ou non d'un collègue des douanes. Mme Guillouet a indiqué qu'elle aurait peut-être des informations le soir même. À cet instant, nous attendons toujours de ses nouvelles...

Solidaires Finances Publiques a interrogé la direction sur d'éventuelles volontés de certains chefs de services de réorganiser leur service (notamment le SIP Réart) avec en corollaire un éventuel « chantage » au télétravail pour faire passer en force ces changements... Comme si le NRP forcé ne suffisait pas, bientôt le deuxième effet « kiss cool » ! Et pas de démenti de la direction ! Ou comment prendre les agents pour les dindons de la farce...

Enfin, Solidaires Finances Publiques a demandé des précisions sur les demandes de **prime de restructuration**. Les agents qui y ont droit doivent en faire la demande s'ils veulent en bénéficier et le service RH devrait faire un message aux agents qui doivent le demander.

Nous suivrons, comme à notre habitude, tous ces sujets de près, et les autres aussi. Solidaires Finances Publiques est toujours au plus près de tous les agents.